

Case

FRC

2029

PROCÈS-VERBAL

DE LA SÉANCE

DU CONSEIL DES CINQ-CENTS

Tenue à Saint-Cloud le 19 Brumaire, an 8.

M7 W 3901



CORPS LÉGISLATIF.

PROCÈS-VERBAL
DE LA SÉANCE
DU CONSEIL DES CINQ-CENTS

Tenue à Saint-Cloud le 19 Brumaire, an 8.



A SAINT-CLOUD,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1891

CHICAGO, ILL.

1891



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

CORPS LÉGISLATIF.

PROCÈS-VERBAL

DES SÉANCES

DU CONSEIL DES CINQ-CENTS.

*Séance tenue à Saint-Cloud le 10 brumaire, an 8 de la
République française, une & indivisible.*

PRÉSIDENCE DE LUCIEN BONAPARTE (1).

LE Conseil est réuni à midi dans la commune de Saint-Cloud au local de l'orangerie du palais, en exécution du décret irrévocable rendu hier par le Conseil

(1) *Séance du 18 brumaire, l'an huitième de la République française une & indivisible*

La séance est ouverte à midi.

Un secrétaire commence la lecture du procès-verbal du 16 de ce mois.

Elle est interrompue par le président, qui annonce un message du Conseil des Anciens, contenant un décret, dont le président fait lecture, & qui est conçu en ces termes :

Brumaire, an VIII.

A

CONSEIL DES CINQ-CENTS,
des Anciens, aux termes de l'article 102 de la constitution.

La séance est ouverte à une heure & demie par

Extrait du procès-verbal des séances du Conseil des Anciens.

Du 18 brumaire, l'an huitième de la République française,
une & indivisible.

« Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la Constitution, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

» Le Corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud ; les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

I I.

» Ils y seront rendus demain 19 brumaire à midi.
» Toute continuation de fonctions & de délibération est interdite ailleurs & avant ce temps.

I I I.

» Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret ; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale.

» Le général commandant la dix-septième division militaire, la garde du Corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris & dans l'arrondissement constitutionnel, & dans toute l'étendue de la dix-septième division, sont mis immédiatement sous les

la lecture du procès-verbal du 16 de ce mois , dont la rédaction est adoptée.

Gaudin obtient la parole pour une motion d'ordre , il dit :

ordres & tenus de le reconnoître en cette qualité : tous les citoyens lui prêteront main-forte à sa première réquisition.

I V.

» Le général Bonaparte est appelé dans le sein du Conseil , pour y recevoir une expédition du présent décret & prêter serment : il se concertera avec la commission des inspecteurs des deux Conseils.

V.

» Le présent décret sera de suite transmis par un messager d'état au Conseil des Cinq-Cents & au Directoire exécutif ; il sera imprimé , affiché , promulgué & envoyé dans toutes les communes de la République par des couriers extraordinaires.

» Le Conseil des Anciens décrète en outre l'adresse aux Français , qui suit :

» *Le Conseil des Anciens aux Français.*

» FRANÇAIS ,

» Le Conseil des Anciens use du droit qui lui est délégué par l'article 102 de la Constitution de changer la résidence du Corps législatif.

» Il use de ce droit pour enchaîner les factions qui pré-

4 CONSEIL DES CINQ-CENTS,

» CITOYENS REPRÉSENTANS,

» Un décret du Conseil des Anciens a transféré les séances du Corps législatif dans cette commune.

tendent subjuger la représentation nationale , & pour vous rendre la paix intérieure.

» Il use de ce droit pour amener la paix extérieure, que vos longs sacrifices & l'humanité réclament.

» Le salut commun, la prospérité commune, tel est le but de cette mesure constitutionnelle : il sera rempli.

» Et vous, habitans de Paris, soyez calmes, dans peu la présence du Corps législatif vous sera rendue.

» Français, les résultats de cette journée seront bientôt foi si le Corps législatif est digne de préparer votre bonheur, & s'il le peut.

» Vive le peuple, par qui & en qui est la République!

» La présente adresse sera imprimée, proclamée & affichée à la suite du décret de translation de la résidence du Corps législatif, comme en faisant partie.

» Le 18 brumaire an 8 de la République française.

» Signé, CORNET, *ex-président*; Chabot, Delneufcour, *secrétaires*; Bouteville, *ex-secrétaire*, »

Après la lecture de ce décret, le président, en exécution de l'article 103 de la Constitution, déclare la séance levée, & que le Conseil est ajourné à demain midi au palais de Saint-Cloud.

» Cette mesure extraordinaire ne pouvoit être provoquée que par la crainte ou l'approche d'un danger extraordinaire.

» En effet, le Conseil des Anciens a déclaré aux Français qu'il usoit du droit qui lui est délégué par l'art. 102 de la Constitution, « pour enchaîner les factions qui » prétendent subjuguier la représentation nationale, & » pour rendre la paix intérieure. »

» Représentans du peuple, reportez-vous au 30 prairial. Dans cette journée mémorable, vous voulûtes arracher le système représentatif aux usurpations du Directoire exécutif, & faire jouir enfin le peuple français de cette liberté qu'il avoit achetée au prix de tant de sacrifices.

» Eh bien ! rappelez-vous les sinistres événemens qui l'ont suivie, & où vous avez tour-à-tour figuré comme tristes témoins, ou comme acteurs dévoués.

» Jamais peut-être la dignité & l'indépendance de la représentation nationale ne furent plus attaquées & plus compromises.

» Jamais un plus grand oubli de toutes les idées libérales, généreuses & philanthropiques.

» Jamais on ne rétrograda plus rapidement vers les erreurs & la servitude de la monarchie.

» Jamais enfin on n'eut plus à redouter une dégénération totale des esprits & des cœurs.

» D'un côté, les fauteurs du royalisme ne conspirèrent plus dans les ténèbres ; ils ont arboré l'étendard de la rebellion.

» De l'autre, les passions délirantes & destructrices des

6 CONSEIL DES CINQ-CENTS,

démagogues s'exaltent & s'agitent d'une manière vraiment funeste & alarmante.

» Déjà même elles promènent sur toutes les têtes la hache de la terreur, qu'elles ne tiennent plus suspendue qu'à un fil.

» Représentans du peuple, il est temps de sauver la patrie.

» Il est temps de prouver les principes de la révolution.

» Il est temps enfin d'assurer au peuple la jouissance toute entière des droits & des avantages qu'elle lui avoit promis.

» Vous y parviendrez aisément, si vous déployez, le 19 brumaire, le dévouement des 27 & 28 fructidor.»

L'orateur termine en demandant ; 1°. « qu'il soit formé une commission de sept membres chargée de faire un rapport sur la situation de la République & sur les moyens de la sauver ;

» Que cette commission fasse son rapport séance tenante ;

» 3°. Que jusque-là toute délibération soit suspendue ;

» 4°. Que toute proposition qui seroit faite lui soit renvoyée. »

Plusieurs membres s'élancent à la tribune.

Les uns demandent qu'avant tout il soit prêté serment à la constitution ; les autres, qu'il soit fait un message au Conseil des Anciens pour connoître les motifs de la translation du Corps législatif.

Ces propositions sont faites avec clameur , répétées avec emportement par un certain nombre de membres du Conseil ; la majorité reste calme. Cependant le tumulte augmente , à peine peut-on entendre la voix de ceux qui observent qu'avant toute chose la constitution prescrit de faire un message au Conseil des Anciens pour lui annoncer qu'on est réuni en nombre suffisant pour délibérer.

La tribune est encombrée , le bureau environné de ceux qui poussent des cris de fureur. Le président est assailli d'injures & de menaces ; en vain il se couvre : tout annonce , dès l'entrée de la séance , qu'une minorité factieuse & conspiratrice a formé le complot d'empêcher toute délibération.

Le président s'écrie : Je sens trop la dignité du poste que j'occupe pour supporter plus long-temps les menaces insolentes de quelques orateurs , & pour ne pas rappeler de tout mon pouvoir l'ordre & la décence dans le Conseil.

Le calme instantanément rétabli , la proposition de l'appel nominal pour la prestation du serment civique est mise aux voix & adoptée.

Les membres appelés prêtent successivement à la tribune le serment dont la formule a été décrétée par la loi du thermidor dernier.

Il résulte de l'appel nominal que les membres du Conseil sont réunis en très-grande majorité ; en conséquence l'arrêté suivant est mis aux voix & adopté :

« Le Conseil des Cinq-Cents déclare qu'il est réuni en majorité dans la commune de Saint-Cloud, au lieu désigné par le décret du Conseil des Anciens, en date du 18 du présent mois de brumaire, & arrête que la présente déclaration sera à l'instant portée au Conseil des Anciens par un messager d'état. »

Un secrétaire donne lecture d'une lettre par laquelle le représentant du peuple Bergoeing donne sa démission.

Le Conseil ordonne la mention au procès-verbal.

Le même secrétaire fait lecture de deux messages du Conseil des Anciens, dont l'un annonce la réunion de ses membres en majorité dans le palais de Saint-Cloud.

Le second message annonce que le Conseil des Anciens suspend toute délibération jusqu'à ce que celui des Cinq-Cents lui aura fait connoître sa réunion dans cette commune.

Un membre demande qu'en exécution de l'article 105 de la constitution il soit fait une proclamation au Peuple français pour lui faire connoître que, conformément au décret du Conseil des Anciens, celui des Cinq-Cents est réuni dans la commune de Saint-Cloud, & qu'il y siége en majorité.

Le Conseil adopte cette proposition.

Un membre propose d'adresser un message au Directoire exécutif pour lui annoncer pareillement que le Conseil est constitué.

Un autre membre s'oppose à cette proposition. Il observe qu'aux termes de l'article de la constitution,

le Directoire exécutif devant résider dans la commune où siège le Corps législatif, c'est au Directoire à annoncer au Conseil qu'en exécution du décret de celui des Anciens, il est réuni dans la commune de Saint-Cloud. L'opinant invoque l'ordre du jour.

L'ordre du jour, mis aux voix, est rejeté; le Conseil adopte la proposition du message au Directoire exécutif.

Le Conseil des Anciens transmet, par un message, la démission qui lui a été adressée, par le citoyen Barras, de ses fonctions de membre du Directoire exécutif.

Le Conseil en ordonne la mention au procès-verbal.

Un membre demande que le Conseil fixe le moment où l'on procédera à la formation de la liste de candidats à présenter au Conseil des Anciens pour le remplacement du citoyen Barras, démissionnaire.

La discussion s'engage sur cet objet.

Les uns demandent que la liste soit formée à l'instant, les autres proposent d'y procéder à huit heures du soir. La même effervescence, le même emportement qui se sont manifestés, dès l'entrée de la séance, de la part des membres perturbateurs, règne dans cette discussion.

Le général Bonaparte paroît dans la salle : il est sans armes, & s'avance vers le bureau; il veut rendre compte des mesures dont l'exécution lui a été confiée par le décret du Conseil des Anciens.

Il veut en outre rendre compte des propositions qui lui ont été faites par les chefs des conspirateurs de

l'investir de la dictature, s'il consent à se réunir avec eux.

A l'instant les membres de cette minorité, furieuse & conspiratrice, se précipitent, les uns à la tribune, les autres vers le général : on entend, au milieu du plus affreux désordre, vociférer les mots : *à bas le tyran, à bas le dictateur.*

Plusieurs font à grands cris la proposition de déclarer le général Bonaparte *hors la loi* ; d'autres s'écrient : *tue, tue !* Ils s'élancent sur lui, prêts à l'atteindre, les uns armés de pistolets & de poignards, les autres le menaçant de la main. Deux des grenadiers de la garde du Corps législatif, accourus au bruit de cet effroyable désordre, lui font un rempart de leurs corps & le dérobent aux coups des assassins, qui ne dissimulent pas leur rage & exhalent hautement leurs regrets de n'avoir pu le poignarder.

En même temps, le président est assailli, menacé par une partie des assassins qui se sont emparés de la tribune ; l'un d'eux lui présente le bout de son pistolet.

Cependant les officiers généraux de l'état-major & de la garde du Corps législatif maintiennent l'ordre & le calme parmi les grenadiers, qui frémissent d'indignation au poste placé à l'extérieur de la salle.

Une multitude de membres de la majorité font d'inutiles efforts pour être entendus au milieu de cette scène d'horreur. Le président quitte le fauteuil où il est remplacé par Chazal, ex-président. Il est à la tribune ; il demande la parole, il s'efforce de faire entendre quelques mots :

il s'écrie, qu'après les grands services rendus à la République par le général Bonaparte, il seroit odieux de lui supposer des vues liberticides. Quel Français, dit-il, a donné plus de gages à la liberté !

Il ajoute que ce général venoit sans doute rendre quelque compte important, relatif aux circonstances ; il demande que le général Bonaparte soit appelé à la barre pour rendre compte de ses motifs.

L'orateur veut continuer, mais sa voix est étouffée par les cris des séditieux : accablé de douleur & d'indignation, Lucien Bonaparte déclare qu'il dépouille la magistrature populaire dont ses concitoyens l'ont revêtu. En achevant ces mots, il dépose sur le bureau sa toge & son écharpe. Alors la fureur des séditieux n'a plus aucun frein ; ils s'élancent sur lui à la tribune, le pressent, l'enveloppent, lorsqu'un détachement de grenadiers, près la Représentation nationale, vient le soustraire au plus pressant danger & protéger sa sortie.

La salle, en ce moment, ne présente plus que l'image de la plus horrible confusion ; la tribune est devenue la proie & le théâtre des conspirateurs : les motions ne respirent que la violence & la menace ; leurs poignards tiennent dans la stupeur & la consternation la majorité, en qui seule résident & la dignité & le pouvoir de la Représentation nationale ; les membres de cette majorité, qui sont dans le voisinage des portes, s'éloignent : il ne reste que ceux qui se trouvent retenus par la terreur ou l'impossibilité de fuir ; le Conseil

12 CONSEIL DES CINQ-CENTS;

n'existe plus. Soudain la force armée se présente pour dissiper l'attroupement des assassins, & le lieu de la séance est évacué.

Signé, L. BONAPARTE, président; Émile GAUDIN, BARA (des Ardennes), secrétaires.

A neuf heures du soir, la majorité des membres du Conseil se réunit dans le local de l'Orangerie du palais de Saint-Cloud. Le président & les secrétaires prennent place au bureau.

Un membre obtient la parole pour demander qu'il soit fait un message au Conseil des Anciens, à l'effet de le prévenir que le Conseil des Cinq-Cents est actuellement en séance.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

Béranger prononce le discours suivant :

« REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

» Les ennemis du peuple ont commis leur dernier attentat. Les poignards levés sur Bonaparte menaçoient le Corps législatif, la nation & les armées. La mort du héros citoyen qui, en Europe, en Asie, en Afrique, a conduit nos défenseurs de victoire en victoire, avec qui les soldats français ont acquis à notre patrie le titre de *grande nation*, eût été le signal de la vôtre. Elle livroit la France à ses bourreaux, ouvroit ses frontières à la coalition, allumoit la guerre civile & préparoit l'anéantissement du nom français. Tel a été le projet des déma-

gogues ; telles étoient nos destinées , si le génie de la France n'eût enchaîné la fureur des assassins : il falloit aujourd'hui périr ou vaincre avec le peuple. Nous avons vaincu ses plus cruels ennemis : gloire & reconnoissance à Bonaparte , aux généraux , à l'armée , qui ont délivré le Corps législatif de ses tyrans , & sauvé la liberté publique sans verser une goutte de sang ! C'est aujourd'hui que l'humanité triomphe & que le règne de la justice a commencé ; il ne finira jamais : elle sera terrible aux méchans , tutélaire pour les foibles , égale pour tous les citoyens. La journée du 19 brumaire est celle du peuple souverain , de l'égalité , de la liberté , du bonheur & de la paix ; elle terminera la révolution , & fondera la République , qui n'existoit encore que dans le cœur des républicains. »

L'orateur termine en présentant un projet de résolution qui est mis aux voix & adopté en ces termes :

« Le Conseil des Cinq-Cents , considérant que le général Bonaparte , les généraux & l'armée sous ses ordres , ont sauvé la majorité du Corps législatif & la République , attaquées par une minorité composée d'assassins ;

» Considérant qu'il est instant de leur témoigner la reconnoissance nationale ,

» Déclare qu'il y a urgence.

» Le Conseil , après avoir déclaré l'urgence , prend la résolution suivante :

ARTICLE PREMIER.

» Le général Bonaparte, les généraux Lefèvre, Murat, Gardanne, les autres officiers-généraux & particuliers, dont les noms seront proclamés, les grenadiers du Corps législatif & du Directoire exécutif; les sixième, soixante-dix-neuvième, quatre-vingt-seizième de ligne; les huitième & neuvième de dragons, le vingt-unième de chasseurs à cheval, & les grenadiers qui ont couvert le général Bonaparte de leurs corps & de leurs armes, ont bien mérité de la patrie.

I I.

» La présente sera imprimée; elle sera envoyée aux armées, & portée au Conseil des Anciens par un messager d'état.»

Chazal prononce le discours suivant :

« CITOYENS REPRÉSENTANS,

» Il ne suffit pas d'avoir vaincu, il faut savoir profiter de la victoire pour se dispenser de vaincre encore: je viens vous proposer des mesures dont la situation de la République prouve l'urgence, & ce qui s'est passé depuis un an, ce qui s'est passé sur-tout aujourd'hui, l'indispensable nécessité. Agissons. Voici les mesures. J'en demande le renvoi à une commission spéciale.»

L'orateur termine en présentant un projet de résolution dont le Conseil ordonne le renvoi à une commission

spéciale, composée des représentans du peuple Boulay (de la Meurthe), Chénier, Chazal, Villetard & Jacqueminot pour l'examiner, & faire son rapport séance tenante.

Le président quitte le fauteuil, & prononce à la tribune le discours suivant :

« R E P R É S E N T A N S D U P E U P L E ,

» La République mal gouvernée, tiraillée dans tous les sens, minée par l'affreux épuisement des finances, croule de toutes parts. . . . Point de confiance, & dès-lors point de ressources, ni force, ni ensemble dans le gouvernement; & dès-lors l'incertitude & la guerre intestine se rallumant par-tout : point de garantie pour les puissances étrangères, & dès-lors point d'espérance d'arriver à la paix.

» Tous les cœurs des bons citoyens sentoient le mal, tous les vœux appeloient le remède. . . . La sagesse du Conseil des Anciens s'est éveillée; mais les yeux encore fixés sur les dernières tentatives d'une faction exécrationnelle, le Conseil des Anciens a transféré hors de Paris la résidence du Corps législatif.

» C'est nous maintenant qui avons l'initiative, nous seuls devons proposer les remèdes à la dissolution générale qui nous menace. . . . Le peuple & l'armée nous regardent. . . . Pourrions-nous craindre de fonder la plaie? Pourrions-nous, par une lâche pusillanimité, changer en indignation l'alégresse publique?

» Entraînés par le torrent de l'opinion , quelques membres du Directoire ont déposé leur puissance ; d'autres les ont imités , persuadés que la cause de tous nos maux est dans la mauvaise organisation du système politique. Il n'y a plus de Directoire exécutif. . . L'expérience comme la raison prouvent que l'organisation actuelle de la Constitution est aussi vicieuse que ses bases sont augustes. Cette organisation incohérente nécessite chaque année une secousse politique , & ce n'est pas pour avoir tous les ans des secousses que les peuples se donnent des constitutions !!!

» Le sentiment national universel attribue tous les malheurs de la patrie aux vices de la nôtre. Placés , dans la position où nous sommes , à l'abri des factions , nous n'avons point d'excuse si nous ne faisons pas le bien : si nous oublions aujourd'hui que le salut du peuple est la suprême loi , si nous ne prêtons pas un prompt appui à l'édifice politique qui s'écroule , nous nous chargeons de l'exécution justement méritée du siècle présent & des siècles futurs. . . .

» Il existe des principes constitutionnels , nous voulons tous maintenir ces principes ; mais il n'existe plus d'organisation constitutionnelle , car celle qui existe a été violée tour-à-tour par tous les partis. On peut en imposer par des mots vides de sens aux peuples ignorans & crédules , mais on ne peut en imposer au peuple le plus instruit & le plus impatient de la terre. Croyez-vous qu'il ignore que cette organisation , qui ne lui a garanti aucun de ses droits tant promis , & dont tant de mains ont arraché
les

les pages à peine écrites , n'est plus qu'une arme offensive ou défensive dont chaque faction se prévaut tour-à-tour ? Et s'il est vrai qu'aucun droit ne soit garanti par elle, devons-nous tarder à la modifier ? & si nous tardions , pouvons-nous douter que les fauteurs des dangers de la patrie ne ressaisissent , à la première occasion, le moment que nous aurons laissé échapper ?

» Telle est la question que j'adresse à chacun de mes collègues. Méditons , & prononçons ensuite , dans toute la liberté de notre ame , sur la situation de la patrie. Cet ancien palais des rois où nous siégeons dans cette nuit solennelle , atteste que la puissance n'est rien & que la gloire est tout. . . . Si nous sommes indignes aujourd'hui du premier peuple de la terre ; si , par des considérations pusillanimes & déplacées , nous ne changeons pas l'affreux état où il se trouve ; si nous trompons ses espérances , dès aujourd'hui nous perdons notre gloire , & nous ne garderons pas long-temps notre puissance : lorsque la mesure des maux se comble , l'indignation des peuples s'approche.

» J'ai cru , représentans du peuple , pouvoir vous tenir ce langage. De vos délibérations dépendent la prospérité publique & la paix ; vous devez oublier tous les liens factices , & ne vous ressouvenir que du bonheur du peuple français dont vous êtes chargés. Je livre à vos méditations profondes les idées que je viens d'émettre. Je demande qu'il soit nommé , séance tenante , une commission spéciale de neuf membres , chargée de présenter

Proc.-verb. des Cinq-Cents. (Brumaire an VIII.) B

les vues sur votre situation actuelle, & les moyens de l'améliorer.

» Ce matin, des assassins revêtus de la toge, ont fait retentir ces voûtes des cris de la rage & des accens de la fureur. . . . Votre courage, celui des soldats de la patrie les ont arrêtés; à cette heure leur règne est passé. Mais achevons de peindre au monde épouvanté la hideuse physionomie de ces enfans de la terreur. Ce qui se dit dans cette nuit du 19 brumaire, au milieu de cette enceinte, sera répété par les siècles.

» Pendant que votre commission travaille au salut de la patrie, permettez-moi de vous entretenir pour la dernière fois de ceux qui avoient juré sa perte.

» Ils répètent sans cesse les mots d'attentat à la Constitution & de sermens violés. . . . Eux qui, lorsqu'il faut donner au peuple français le bonheur & la paix, affectent tant de scrupules politiques, que faisoient-ils, que disoient-ils il y a quelques mois? Avoient-ils alors oublié leurs sermens lorsque, conspirant dans les ténèbres & réunissant tous les élémens révolutionnaires, ils appeloient la discorde & l'épouvante dans le sein de la patrie, & qu'ils désignoient tous les hommes généreux à la proscription? Croient-ils que nous ayons oublié, que la France ait oublié ces jours de deuil où la terreur gravitoit de nouveau sur l'horizon menaçant? Croient-ils que nous ayons oublié leurs projets de convention, de comité de salut public, de carnage & d'effroi? Qu'avoient-ils fait alors

de leurs sermens ? Le peuple français nous écoute ; & puisqu'ils osent se parer du masque de la vertu , je veux le leur arracher , & livrer à la France épouvantée ces figures hideuses , livides encore des projets de destruction anéantis par notre courage.

» Ils parlent de vertu , de constitution , de sermens ! Qu'ils répondent , je les interpelle. Qu'avoient-ils fait de leurs sermens , ce jour où , dans cette caverne du manège , oubliant leur caractère de représentans du peuple , ils alloient se mêler aux assassins pour appeler les poignards sur nos têtes ? Parloient-ils constitution , lorsqu'au milieu de leurs sicaires ils s'écrioient qu'il falloit que le peuple se sauvât lui-même , & que nos têtes n'étoient plus populaires ? Audacieux conspirateurs , ils appeloient alors à l'insurrection ! & aujourd'hui , lâches caméléons , ils invoquent cette charte sur laquelle ils avoient déjà imprimé leurs mains ensanglantées !!!

» Ils espéroient faire déborder une seconde fois sur notre sol le torrent de leur affreuse domination , & ils ne trouvoient plus alors que la constitution fût une digue suffisante pour les arrêter ; & lorsqu'il s'agit de donner la paix & le bonheur à la France , ils trouvent que cette digue est un obstacle invincible. C'est ainsi que , changeant sans cesse de masque , leur figure est toujours la même : c'est la figure affreuse du crime , de la bassesse & de la tyrannie.

» Mais ce moment doit les démasquer tout entiers. Nous avons gardé le silence sur leurs complots fratri-
cides , parce que nous devions présumer qu'ils préfére-

roient la générosité à la justice . . . Mais ils prennent , eux , la générosité pour la foiblesse , & nous devons cesser aujourd'hui d'être généreux.

» Ils parlent toujours du peuple & pour le peuple : eh bien ! je l'évoque autour de nous ce peuple répandu sur l'immense République ; que ses flots majestueux nous pressent , nous entourent ; qu'il nous écoute , & qu'il juge.

» Depuis que la constitution existe , les démagogues ne cessent de conspirer contre elle pour lui substituer leur code de 93. Il y a quatre mois qu'ils avoient cru voir arriver le moment de la mort ; ils conspiroient tous les jours & toutes les nuits , & c'étoit sans doute en faveur du peuple : car ils vouloient lui rendre les inappréciables bienfaits du *maximum* , de la famine , des tribunaux révolutionnaires , des échafauds , & tant d'autres lois qu'ils appeloient bonheur commun ! La patrie fut en proie un instant aux ennemis étrangers ; & comme s'ils avoient attendu le signal , ils s'élancèrent aussi en vau-tours sur la patrie , & ils crurent pouvoir accomplir leurs projets. Vouloient-ils alors la constitution de l'an 3 , ces sénateurs intègres qui montrent tant de zèle aujourd'hui ? la vouloient-ils lorsque des hordes d'assassins , ramassés par leurs ordres autour de nos palais , prélu-doient à notre assassinat par les injures ? . . . Les voix féroces de leurs frères demandoient notre sang ; & lorsqu'on nous offroit d'une main le poignard , de l'autre on leur offroit le sceptre de plomb. Eux obser-voient , écou-toient avec complaisance ces hommes bour-

reaux, ces femmes furies qui sourioient à leurs sourires; ils traversoient leurs rangs d'un air calme & d'un pas lent, comme le triomphateur qui savoure à longs traits les cris de l'âlégresse publique. Ils montroient leurs cartes à ces groupes infernaux, & ils étoient salués du titre de représentans fidèles Oui, ils étoient fidèles à l'assassinat & au brigandage . . . & aujourd'hui ils osent parler principes ! Il ont perdu le droit de le faire. Ils sont condamnés au silence & à l'exécration. Il est passé le temps de l'indulgence & de la foiblesse, & les hommes de bien ont enfin senti que la guerre civile même seroit préférable à l'infamie de leur joug.

» Mais vous, pères de la patrie, vous qui voulez donner à la France le bonheur & la paix, vous êtes enfin séparés de ces hommes, & leur petit nombre doit les épouvanter autant que la multitude de leurs crimes Leur groupe affreux est livré à la contemplation du public, à l'animadversion des guerriers... à l'horreur du monde.

» La France, les armées, l'Europe, l'Afrique & l'Asie nous contemplent Si nous étions foibles aujourd'hui, nous serions les plus lâches des hommes : quant à moi, j'ai rougi de porter plus long-temps la toge lorsque les clameurs & les poignards de quelques factieux étouffoient dans cette enceinte les cris de trente millions d'hommes qui demandent la paix ; je rougirois encore de l'avoir reprise, si, délivrés du joug des dé-

22 CONSEIL DES CINQ-CENTS;

magogues assassins , vous pouviez , dans cette séance décisive , reculer devant le salut de la patrie.

» Je demande que votre commission soit entendue séance tenante.

» *Vive la République !* »

Boulay (de la Meurthe) , au nom de la commission chargée d'examiner un projet de résolution contenant des mesures de salut public , fait le rapport suivant :

« Il y a quelque temps que , célébrant à cette tribune les victoires des armées de la République , je disois que bientôt elles nous mettroient dans « l'heureuse po-
» sition de faire une paix glorieuse & durable ». J'ajou-
tois que « soignant sans relâche le bonheur domestique
» de la nation (objet unique de la révolution) , il fal-
» loit que nous assurassions ce bonheur en donnant
» au Gouvernement une assiette fixe & vraiment consti-
» tutionnelle , en établissant un système convenable &
» permanent de finance & d'administration , en réali-
» sant enfin parmi nous les avantages de la liberté publique
» & particulière. »

» C'est pour remplir cette tâche honorable , qui est le but principal de notre mission , que le mouvement qui vient de s'opérer avoit été concerté. Il étoit dans le vœu de ceux qui l'ont entrepris , qu'il se fit uniquement par la force constitutionnelle & morale , & c'est ainsi qu'il s'est effectué au Conseil des Anciens ; mais la démence & les fureurs de la faction démagogique ,

qui nous a constamment tourmentés depuis long-temps, n'a pas permis qu'il en fût de même dans notre sein. Elle s'est opposée à toute espèce de délibération; elle a tyrannisé l'Assemblée; elle a forcé la majorité saine & bien intentionnée à sortir de cette enceinte; elle a fini par dissoudre le Conseil & par le changer en rassemblement inconstitutionnel & séditionnel; & nous tombions dans toutes les horreurs de la guerre civile; sans la fermeté prévoyante & nécessaire de celui que la loi avoit investi du droit de faire régner l'ordre dans ce grand mouvement.

» Ainsi, maintenant que nous sommes dégagés de la tyrannie de cette faction, nous pouvons réfléchir avec calme sur notre position, & chercher les moyens de sauver la République expirante. Pour y réussir, nous avons de grands moyens sans doute; mais il nous reste aussi de grands obstacles à vaincre, &, pour les vaincre, il faut commencer par les bien connoître. Après les avoir étudiés soigneusement, j'avoue qu'ils m'ont paru tels, que, si nous manquions de bon sens pour les appercevoir, de franchise pour les dire, & de courage pour les surmonter, il n'y auroit pour nous aucun espoir fondé de paix & de bonheur.

» Qu'avant l'établissement du gouvernement constitutionnel, la paix ne se soit pas faite, on le conçoit facilement. Il n'y avoit alors qu'un gouvernement qui se qualifioit lui-même de révolutionnaire, & qui n'étant que la domination de quelques hommes qui étoient bientôt renversés par d'autres, ne présentait par consé-

quent aucune fixité de principes & de vues, aucune garantie assurée, soit du côté des choses, soit du côté des personnes.

» Il semble que cette garantie & cette fixité auroient dû exister depuis l'établissement & par l'effet du régime constitutionnel; & cependant il n'y en a pas eu davantage, & peut-être moins qu'auparavant. A la vérité, nous avons fait quelques traités partiels; nous avons signé la paix continentale, un congrès général a eu lieu pour la consolider; mais ces traités, ces conférences diplomatiques paroissent avoir été la source d'une nouvelle guerre plus acharnée & plus sanglante.

» On peut en assigner comme causes, la mauvaise foi de nos ennemis, les passions & les fausses vues de quelques hommes qui n'ont que trop abusé du pouvoir dont ils jouissoient dans la République. Mais ces causes sont-elles les seules, sont-elles mêmes les plus décisives? je crois pouvoir en douter. Ne doit-on pas assigner aussi le défaut d'une diplomatie sage, constante & vraiment républicaine? La Nation française n'est-elle pas assez grande, assez forte, assez victorieuse pour dire aux autres puissances: Voilà mes justes droits; je vous ai prouvé que tous vos efforts étoient impuissans pour y porter atteinte; que, dans cette lutte, les risques n'étoient pas aussi grands de mon côté que du vôtre, & qu'ainsi la paix étoit autant dans votre intérêt que dans le mien.

» Si, d'un côté, la Nation est assez puissante pour tenir ce langage; de l'autre, n'est-elle pas assez éclairée

sur son véritable intérêt pour leur dire : Je me borne à la jouissance de ces justes droits que je tiens de la nature & de mon courage ; respectez-les , je saurai respecter les vôtres. Soumettons-nous à l'empire de ce droit naturel qui devrait toujours lier les peuples , & ne prétendons à aucune autre influence qu'à celle que donne la supériorité de sagesse & d'industrie.

» Si jamais une nation a pu tenir ce langage , & fonder sur de pareilles bases ses rapports avec les autres peuples , c'est assurément la nation française : mais quand dans l'état actuel de son organisation politique , on voudrait établir une pareille diplomatie , & stipuler des traités de paix , quelle en seroit la garantie ? Avant le 18 fructidor de l'an 5 , le gouvernement français ne présentait au dehors qu'une existence incertaine , & on refusoit de traiter avec lui. Après ce grand événement , tout le pouvoir ayant été réuni dans le bassin directorial , le Corps législatif fut comme non existant ; les traités de paix furent bientôt rompus , & la guerre portée par-tout , sans qu'il y eût aucune part. Le même Directoire , après avoir effrayé toute l'Europe , & détruit à son gré beaucoup de gouvernemens , n'ayant su faire ni la paix ni la guerre , n'ayant pas su s'affermir lui-même , a été renversé d'un souffle au 30 prairial pour faire place à d'autres hommes qui peuvent avoir des vues différentes ou être soumis à une influence opposée.

» Ainsi , à ne juger que sur les faits notoires , le gouvernement français doit être considéré comme n'ayant rien de fixe ni du côté des hommes ni du côté des choses ;

& malheureusement quand on examine cette partie de son organisation , il est évident qu'elle donne un trop libre cours aux volontés & aux passions particulières , qu'elle favorise trop le changement de système , & le triomphe éphémère & successif de toutes les factions.

» Si par le défaut d'une diplomatie convenable & d'une marche assurée & permanente dans le gouvernement à l'égard des autres peuples , il est difficile de stipuler la paix , & plus difficile encore de la conserver ; si à cet égard il nous manque des lois organiques qui établissent un système de garantie , où est aussi pour le peuple la garantie de son bonheur domestique ? Ce bonheur consiste dans le libre exercice de ses facultés naturelles & acquises , dans la jouissance assurée de sa personne , de sa propriété , des plaisirs de son choix ; il consiste , en un mot , dans la liberté civile , pour laquelle seule les hommes se réunissent & restent en société , pour laquelle seule ils établissent un gouvernement & des lois , & s'y soumettent volontairement. Or les citoyens français jouissent-ils de cette liberté civile , & leur est-elle suffisamment garantie ? non : il n'est personne qui osât l'affirmer. Il est trop notoire , en effet , que la sûreté personnelle peut être facilement compromise , que la plupart des propriétés sont dans l'incertitude ; que les transactions , le commerce , tous les arts nécessaires & utiles sont dans un état de stagnation ; qu'il n'y a plus de confiance réciproque , & que par-tout le peuple est tourmenté dans tous les sens : & tel est l'excès de son malheur , qu'il ose se plaindre à

peine, & que les hommes qui voient les causes de tant de maux craignent de les faire connoître & d'indiquer les remèdes.

» Quelle est la cause principale de ce défaut de liberté civile & de bonheur domestique ? elle est encore dans les imperfections & les vices de notre organisation sociale ; & certes ce seroit mal raisonner que de la chercher ailleurs : car le gouvernement n'étant institué que pour les gouvernés, & la liberté publique n'étant que le moyen d'assurer la liberté particulière, il est clair que si celle-ci n'existe pas, s'il y a souffrance dans la masse des gouvernés, cela vient de ce que le moyen est imparfait, de ce que l'organisation & le développement des pouvoirs publics sont vicieux. Parcourons, en effet, les branches principales de notre régime politique ; par-tout nous y trouverons des défauts essentiels, & sur-tout le défaut de garantie suffisante.

» Le peuple est reconnu souverain, mais comment exerce-t-il cette souveraineté ? - il ne l'exerce lui-même qu'en choisissant les objets de sa confiance, encore n'est-ce que par des intermédiaires qu'il choisit ses principaux magistrats & ses représentans. Or, l'exercice de ce droit unique qu'il s'est réservé, lui est-il suffisamment garanti ? il est difficile de le croire, si on en juge d'après les faits, puisque les élections du peuple n'ont presque jamais eu lieu que sous l'influence tyrannique d'une faction, & que ses choix ont été rarement respectés, & qu'en outre, quand on considère les lois existantes à cet égard, on ne voit pas comment on pourroit jamais empêcher

un parti dominant de se porter à ce coupable attentat.

» Si de l'examen des droits politiques, nous passons à celui des pouvoirs publics, nous voyons que la constitution en a établi trois principaux qu'elle a déclarés indépendans, & dont elle a réglé les attributions respectives; mais cette indépendance est-elle bien assurée, & les limites de ces attributions suffisamment déterminées? La distinction entre la loi qui est l'ouvrage du Corps législatif, les actes exécutifs & administratifs, qui ne peuvent émaner que du Directoire ou de ses agens, & les jugemens qui forment le domaine exclusif du pouvoir judiciaire, cette distinction est-elle établie avec assez de précision? Certes, il est permis d'en douter, & sur-tout à la vue de nos actes, dont la plupart paroissent plutôt administratifs ou judiciaires que de véritables lois. Et d'ailleurs, quand la ligne de démarcation seroit clairement tracée, si le Corps législatif vouloit la franchir, on ne voit pas quel frein pourroit l'en empêcher. Lui seul a le droit d'interpréter la constitution; lui seul est juge de la compétence entre lui & les autres pouvoirs; lui seul a le droit d'en poursuivre les dépositaires comme coupables de forfaiture: l'indépendance n'est donc pas réciproque, ou du moins elle n'est pas assez fortement garantie.

» On parle de gouvernement, & on n'est pas même d'accord sur le sens constitutionnel de ce mot. Quand on recueille les diverses idées qu'on y attache, on n'y voit qu'incertitude, embarras, contradiction. Que si on veut le prendre dans le sens le plus étendu, & comme

embrassant l'action du pouvoir législatif & celle du pouvoir exécutif, loin que ces deux actions marchent de concert vers le même but, elles sont au contraire dans une opposition constante, offrant le spectacle de deux ennemis acharnés qui se combattent sans cesse & s'écrasent tour-à-tour. Si on ajoute à cela le fréquent renouvellement de ces deux autorités, & la manière dont elles sont renouvelées, on ne peut appercevoir dans cette prétendue organisation qu'un mélange de parties incohérentes, source féconde & éternelle de confusions, de troubles & de malheurs, soit pour les gouvernans, soit pour les gouvernés.

» Si nous considérons plus particulièrement le pouvoir exécutif, nous voyons que les dépositaires en sont responsables. Mais rien de moins organisé que cette responsabilité. Si celle des agens du Directoire ne peut être poursuivie que par lui, n'est-elle pas illusoire? Si elle peut l'être sans lui, ne cessent-ils pas de lui être soumis? Quant au Directoire lui-même, quelle est sa garantie contre une faction injuste & violente qui a la majorité dans le Corps législatif? il ne peut en trouver que dans l'insurrection: &, d'un autre côté, lors même que la poursuite est bien fondée, n'aura-t-il pas encore recours, pour s'y soustraire, à cette ressource de l'insurrection? & quand on fait attention à ses moyens de séduction, à l'ascendant qu'il peut acquérir sur la force armée, n'est-on pas frappé de l'immense danger qui résulte, pour la chose publique, de l'exercice de cette responsabilité?

» Si nous envisageons ensuite l'action immédiate du Pouvoir exécutif sur le Peuple, ou, en d'autres termes, si nous examinons notre système administratif, qu'y voyons-nous ? rien de fixe & de régulier, ni du côté des hommes, ni du côté des choses. Les administrateurs changent sans cesse au gré des partis tour-à-tour dominans. Et de quoi sont-ils occupés ? est ce du bien-être des administrés ? non ; mais du soin de consolider la domination de leur parti sur les ruines du parti opposé, & d'assurer leur influence sur les élections. Il y a sans doute à cela d'honorables exceptions : mais voilà ce qui depuis trop long-temps est habituel & général.

» Au reste, qu'on examine toutes les parties du service public : en est-il une seule qui soit organisée, qui ait une marche régulière & constante ? non : tout est dans le chaos, & tous nos efforts pour en sortir n'ont abouti & ne pouvoient peut-être aboutir qu'à nous y plonger davantage. Est-il donc étonnant qu'il n'y ait en France ni liberté publique, ni liberté particulière ; que tout le monde y commande, & que personne n'y obéisse ; en un mot, qu'il n'y ait qu'un fantôme de gouvernement ?

» Voilà la cause essentielle de tous nos maux. Que faut-il donc faire pour en sortir ? il faut construire un nouvel édifice politique qui soit régulier & solide. Les bases de la constitution ou les principes généraux sont bons ; ce sont les principes de tout gouvernement républicain, la souveraineté du peuple, l'unité de la République, l'égalité des droits, la liberté, le régime représentatif : mais l'organisation constitutionnelle, attran-

gée sur ces bases , est essentiellement vicieuse ; l'expérience l'a démontré. Il faut donc s'élever à ces principes fondamentaux , ne plus voir la constitution que dans eux , & nos obligations que dans leur maintien. Mais vouloir tenir à la partie réglementaire de la constitution , ce seroit de notre part un respect superstitieux & funeste ; ce seroit favoriser la dissolution du corps politique ; ce seroit manquer à ce qu'il y a d'essentiel dans notre serment.

» Il ne faut pas craindre d'énoncer cette vérité salutaire : elle est dans l'intérêt national ; elle est avouée par tous les hommes éclairés & de bonne foi ; elle est aussi dans la conviction des démagogues qui nous tourmentent depuis si long-temps. Ils sentent , comme nous , que l'ordre de choses actuel ne peut plus subsister : & toute la question entre eux & nous est de savoir si le changement sera fait par eux ou par les hommes instruits & honnêtes. Ils voudroient s'emparer du mouvement , & gouverner la France à la manière de 1793 : au lieu que nous désirons l'établissement d'une liberté convenable , d'un plan de liberté qui s'allie avec l'ordre , & fasse naître le bonheur. Nous voulons la liberté pour tous , & ils ne la voudroient que pour eux ; nous voulons nationaliser la République , & eux , ne la placer que dans leur parti. C'est une nouvelle caste nobiliaire qu'ils voudroient introduire , laquelle seroit beaucoup plus insupportable que celle que nous avons détruite , en ce qu'elle ne comprendroit que la portion la plus ignorante , la plus immorale & la plus vile de la nation.

» Si l'état actuel des choses ne peut plus subsister, il faut donc le détruire & le remplacer par un autre qui arrache la République à l'abyme où elle est sur le point d'être ensevelie : mais ce nouvel ordre de choses peut-il être définitif ? non : il est impossible d'en improviser un qui le soit. On ne peut trop apporter de réflexions & de maturité à sa création ; il faut par conséquent prendre le temps & les précautions nécessaires à son établissement ; il faut donc créer les instrumens qui puissent l'établir ; il faut quelque chose de provisoire & d'intermédiaire ; & c'est précisément ce que vous présente le projet qui est soumis à votre délibération. Il crée un pouvoir exécutif composé de trois hommes qui porteront le nom de consuls, & qui, par leur moralité, leurs talens, la gloire qui les environne, feront renaître la confiance publique, imprimeront un mouvement rapide & fort à toutes les parties de l'exécution, & prépareront avec succès une paix honorable & solide.

» Dans ce projet, le Corps législatif est ajourné, & laisse deux commissions qui le suppléent pour tous les objets urgens de police, de législation & de finance ; elles sont aussi chargées de préparer une nouvelle organisation constitutionnelle, travail important qui peut seul assurer le succès de cette journée mémorable, & préparer la liberté & le bonheur public.

» Les députés ajournés pourront recevoir toute espèce de mission du pouvoir exécutif. Par là ils concourront à l'exécution du plan concerté en établissant par-tout l'unité d'intention & de direction.

» Telles

» Telles sont les vues principales du projet qui vous est proposé : il paroît nécessaire pour arriver au résultat qui est le but du grand mouvement qui vient de s'opérer. Il faut ici, représentans du peuple, juger sainement la position de la République ; il faut vous élever à des idées grandes & politiques. C'en seroit fait de la liberté, si vous n'aviez pas le courage de prendre un parti généreux & magnanime. »

Villetard, au nom de la même commission, soumet au Conseil le projet de résolution relatif à ce rapport.

Cabanis prononce le discours suivant :

« REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

» Votre commission spéciale ne s'est point dissimulé sa position : mais elle a mesuré les circonstances d'un œil ferme ; elle n'a considéré que ses devoirs.

» Le temps des ménagemens, des petites transactions, des demi-mesures est passé : elle vous devoit la vérité toute entière, elle vous l'a dite sans détour ; son mandat lui prescrivait de vous présenter des mesures efficaces, elle a foulé aux pieds toute timide considération, pour vous indiquer franchement ce qui seul lui semble capable d'assurer la liberté, d'organiser solidement la République, & de faire jouir enfin le peuple de leurs bienfaits.

» Il étoit du devoir de votre commission de vous rap-
Proc.-verb. des Cinq-Cents. (Brumaire an VIII.) C

peler le vôtre, de vous présenter un tableau fidèle de l'état où se trouve la France dans ce moment, de vous montrer avec évidence qu'elle ne peut être sauvée que par de vigoureuses déterminations de votre part.

» Votre véritable mission, citoyens représentans, est de rendre heureux ce peuple magnanime pour lequel vous stipulez. Tant qu'il n'est pas heureux, il peut se croire, & il est réellement en droit d'élever la voix contre vous. Et en effet, le bonheur qui, en dernier terme, est le but de tous les efforts individuels, n'est-il pas aussi celui de l'organisation sociale & des lois? Les constitutions & les législations sont-elles autre chose que des moyens pour y atteindre? moyens plus ou moins sûrs, suivant qu'ils sont plus ou moins habilement appropriés à la nature de l'homme, aux circonstances locales, à l'état des esprits. Le système républicain & la liberté elle-même ne doivent être considérés que comme des moyens de bonheur : mais ceux-là sont indispensables, puisque hors de la République la liberté ne sauroit se conserver pure, & que sans liberté il est impossible de rendre heureux des êtres qui font usage de leur raison.

» Le peuple français a-t-il dans l'état présent une véritable République? jouit-il d'une liberté réelle? goûte-t-il enfin le bonheur que l'une & l'autre doivent assurer? Chacun de vous me prévient; vous répondez unanimement *non*. Non, ce n'est pas une véritable République que celle où l'intérêt national & le cri de l'opinion sont incessamment foulés aux pieds par les factions

dominatrices ; où les intrigues peuvent agiter le peuple dans tous les sens , & tourner toute sa force contre lui-même ; où toutes les extravagances & tous les crimes (qu'un gouvernement quelconque a toujours pour objet de contenir) , se trouvent en quelque sorte naturellement organisés en armées redoutables , & sont continuellement à la veille de se ressaisir du pouvoir.

» Non , le peuple n'est pas libre & heureux là où des milliers de lois produites par le désordre des événemens tiennent la hache toujours suspendue sur toutes les têtes , ébranlent ou menacent toutes les propriétés ; où les talens , les vertus , les richesses deviennent tôt ou tard des titres de proscription ; où l'industrie ne trouve presque plus d'aliment à cause de la fuite des capitaux , presque plus d'encouragement à cause de l'effroi des consommateurs ; enfin où les lois & le gouvernement lui-même sont dans un état continuel d'instabilité , qui ne présente nulle garantie solide aux citoyens , nourrit l'inquiétude & les alarmes dans toutes les imaginations.

» Si ces inconvéniens tenoient à des circonstances indépendantes des hommes , il faudroit savoir les supporter avec résignation : mais s'ils ne sont que la suite de choses qui peuvent être changées , il faut savoir y porter remède avec courage.

» Les auteurs de la constitution de l'an 3 , je me plairai toujours à le redire , ont rendu des services immortels à la liberté : ils n'ont pas seulement enchaîné pour un temps assez long les fureurs des factieux , mais ils ont fixé les incertitudes & dissipé l'effroi que le gou-

vernement révolutionnaire avoit fait naître dans toutes les ames. Par eux le système républicain s'est enfin réalisé , puisque c'est de ce moment que le peuple l'a vu s'allier avec une certaine tranquillité publique , sans laquelle tout gouvernement doit bientôt périr. Il faut d'ailleurs rendre justice à cette constitution. Les bases en sont excellentes , & l'on ne connoissoit point encore une aussi bonne division des pouvoirs. Mais ses auteurs que l'on devra toujours citer avec reconnoissance , & qui firent dans le temps beaucoup plus peut-être qu'on ne pouvoit attendre d'eux , ont reconnu depuis eux-mêmes qu'elle renfermoit des vices ; que certaines parties en étoit trop foibles , d'autres mal coordonnées avec le tout ; qu'en un mot n'offrant pas des garanties suffisantes de sa solidité , elle encourage les factions à l'attaquer sans cesse , leur fournit même des moyens périodiques de la renverser , & force les patriotes conservateurs à la violer sans cesse eux-mêmes pour la dérober à leurs coups.

» Qu'on réponde franchement : est-il possible , en effet , de jouir d'une liberté véritable , d'une sécurité constante , fondée sur la force des lois & sur l'action toujours mesurée des pouvoirs protecteurs , dans un pays où des élections annuelles mettent le peuple en état de fièvre au moins six mois sur les douze ; où la proportion des nouveaux législateurs nommés chaque année est telle que , suivant tous les calculs , leur arrivée doit faire presque nécessairement changer la majorité ; où , par conséquent , la législation n'a rien de fixe ; où le

pouvoir exécutif a tous les moyens d'usurper, mais manque presque toujours de force pour gouverner & maintenir la paix dans l'état; où l'administration la plus compliquée qui fut jamais, coûte des sommes immenses au peuple, & cela seulement pour embarrasser l'action des lois, pour fatiguer les citoyens de vaines formalités; où le système judiciaire forme une espèce d'état dans l'état, & peut à chaque instant menacer la liberté publique, sans que les jugemens en soient eux-mêmes plus indépendans; en un mot, où toutes les causes qui produisent tout à la-fois l'arbitraire & l'agitation, menacent toujours le peuple & de la tyrannie & du bouleversement?

» Maintenant, qu'on joigne à ces tableaux celui de la guerre la plus acharnée, entreprise par les despotes tremblans, contre la liberté naissante d'un peuple, & l'on ne sera plus surpris de voir des besoins multipliés & subits produisant des mesures précipitées; ces mesures entraînant une nouvelle série de désordres & de dilapidations; les dilapidations & les désordres nécessitant, en quelque sorte, une suite indéfinie de mauvaises lois de finances; une foule de vexations de détail, un système d'administration fatigant, inquisitorial, tyrannique. Il est résulté de là que l'idée de République & celle de brigandage & d'oppression se sont liées dans beaucoup de têtes, comme du temps de Chaumette & d'Hébert, celle de philosophie se trouva confondue avec celle d'un athéisme cynique & dévastateur.

» Mais ce qui, dans la chaleur révolutionnaire, fut l'effet de la désorganisation violente de l'ancien ordre de

choses , n'a pu se perpétuer en partie , dans le système constitutionnel , que par la foiblesse ou l'incohérence des lois organiques. Si telle est en effet notre situation (& malheureusement rien n'est plus certain) , comment est-il possible que le peuple recueille les bienfaits qui lui furent promis de la révolution ?

Égalité , Liberté , République ! noms chéris , noms sacrés , tous nos vœux , tous nos efforts , toutes les puissances de nos âmes vous appartiennent : consacrés à votre culte , c'est pour vous que nous vivons ; c'est pour votre défense que nous sommes prêts à périr : mais vous serez toujours de vains mots , si vous n'êtes pas garanties par un ensemble d'institutions sociales vigoureuses ; si dans leur propre organisation , ces institutions ne trouvent pas elles-mêmes des gages certains de leur stabilité.

» Soyons de bonne foi , représentans du peuple : il n'est aucun de nous qui , dans le fond de son cœur , ne soit persuadé que la Constitution présente des lacunes , que plusieurs de ses parties sont incohérentes , mal appropriées aux effets qu'elles doivent produire , & que de là résultent cet embarras , cette confusion & ces mouvemens irréguliers qui ont sans cesse troublé sa marche presque depuis le jour de son établissement. Et à cet égard , il faut être juste envers ceux qui vouloient faire déclarer la patrie en danger : ils avoient bien senti qu'en restant dans les sentiers battus , nos moyens actuels sont insuffisans pour sauver la République & la liberté ; mais celui qu'ils proposoient devoit anéantir infailliblement l'une & l'autre , puisqu'il ne pouvoit tendre qu'à désorganiser toutes

les forces , à relâcher tous les liens qui les unissent à leur centre ; tandis qu'au contraire nos efforts doivent avoir pour but de régulariser plus vigoureusement toutes ces mêmes forces , de resserrer tous ces mêmes liens , d'imprimer une plus grande énergie aux ressorts moteurs.

» Mais ce ne sont pas seulement les fonctionnaires publics ou les hommes les plus éclairés dont les regards suivent la marche des affaires avec une particulière attention ; c'est le peuple lui-même , c'est le peuple tout entier qui reconnoît & signale les vices de ses lois & de son gouvernement ; qui soupire après le moment heureux où des représentans dignes de lui ne craindront pas d'y faire tous les changemens qu'exige son bonheur , les changemens sans lesquels il ne croit pouvoir se promettre ni liberté , ni sûreté ni protection pour son industrie , ni garantie pour ses jouissances ; sans lesquelles enfin les causes de la guerre se reproduisent incessamment à ses yeux , & la paix s'enfuit toujours au moment même où il se regarde comme le plus près de la saisir. J'entends dans ce Conseil citer souvent le peuple ; mais c'est presque toujours par des hommes qui connoissent bien mal ses opinions , ses sentimens , ses vœux véritables.

Je puis , j'ose le dire , en parler avec plus de connoissance de cause ; je vois tous les jours la classe indigente & manouvrière , je la vois cette classe respectable , ou dans sa chaumière , ou dans son quatrième étage : & je puis attester avec vérité que nulle part l'horreur des lois prétendues populaires ne se manifeste avec plus d'énergie ; que nulle part il ne se forme des vœux plus ardens pour le

retour à un système de justice & de sécurité, que le peuple fait bien maintenant être seul capable de faire jouir tous les citoyens de la richesse de quelques-uns, & de faire circuler l'aisance dans toutes les parties du corps social. L'état des esprits en est même au point que si le peuple ne vous voyoit prendre les moyens de faire promptement, dans l'ensemble de la législation, tous les changemens que son intérêt exige, le désespoir, joint au sentiment de ses droits que rien ne sauroit plus désormais étouffer en lui, peut d'un moment à l'autre le soulever comme en 89, d'un mouvement suivi & spontané : mais ce mouvement, sans règle & sans but précis, ne manqueroit pas de précipiter dans le même gouffre & la Constitution, & la République, & la liberté. Il périroit bientôt sans doute, le tyran qu'un aveugle enthousiasme auroit investi d'un pouvoir arbitraire ; mais c'en seroit fait pour toujours de la grande nation : à la suite de ces nouvelles crises révolutionnaires, il ne resteroit plus personne pour relever l'édifice de la liberté ; & les peuples étonnés, en contemplant nos débris, ne rappelleroient les grandes choses que nous avons opérées depuis dix ans, que pour en faire tourner les derniers résultats à notre éternelle confusion.

» Non, vous ne pouvez plus balancer : il faut que vous tiriez la République de cet état d'angoisse, ou que vous périssiez avec elle : il faut prendre un parti décisif, & le prendre sur-le-champ.

» En consultant les besoins du peuple, en vous éle-

vant courageusement à la hauteur de votre mission, vous vous couvrez d'une gloire impérissable; &, ce qui vaut mieux que la gloire, les bénédictions de tout ce peuple reconnoissant vous attendent; tous les heureux souvenirs qui suivent l'accomplissement du devoir vous sont promis.

» Que si, au contraire, vous veniez à méconnoître votre situation; si vous persistez à laisser les choses rouler au hasard, dans cet état d'incertitude & de désordre qui nous conduit si rapidement à notre perte, la République & la liberté ne périroient pas seules, je le répète, vous péririez tous avec elles, tous infailliblement, tous couverts du mépris & de l'exécration des siècles.

» Consultez l'expérience des âges écoulés; interrogez les cendres des peuples libres, ou plutôt lisez dans les temps passés l'histoire des Grecs & des Romains; & que les leçons qu'elle vous donne, pour ainsi dire, d'avance, ne soient pas perdues pour vous.

» Vous serez les dignes représentans de la grande nation! Tout l'atteste: jamais le sort de la patrie fut-il remis en des mains plus dévouées!

» Que votre destinée est belle & grande, législateurs! il vous est réservé de donner la paix à l'Europe; de rendre notre République plus stable & plus calme que ne le fut jamais aucune monarchie; d'embellir cet état tranquille, si nécessaire au développement de tous les genres de prospérités, par l'enthousiasme des sentimens généreux que la liberté seule peut nourrir.

» L'Assemblée constituante brisa les fers du peuple français, & proclama l'égalité; l'Assemblée législative sapâ tous les fondemens de la monarchie; la Convention fonda la République: vous aurez plus fait que toutes ces Assemblées immortelles; vous aurez réalisé, étendu, consolidé tous les biens qu'elles s'étoient promis de leurs efforts.

» Je ne vous ferai point l'injure de parler du sacrifice personnel & momentané que chacun de nous pourroit voir dans la détermination que votre commission vous propose. Le seul effet que j'en pusse craindre, c'est qu'il ne vous la fît adopter avec trop de désintéressement & de zèle: heureux du moins que ces sentimens soient ici (ce qu'ils n'ont pas été toujours à beaucoup près) d'accord avec l'intérêt national! Mais au reste, nous allons tous, tous individuellement, concourir à l'affermissement définitif du système républicain. Répandus parmi le Peuple français, nous irons y porter l'heureuse certitude que la nation va bientôt jouir enfin du prix de tant d'efforts généreux, & qu'une paix glorieuse & durable va bientôt enrichir de tous ses dons le règne de la liberté.

» J'appuie donc la proposition de votre commission spéciale; & je crois de mon devoir & de mon honneur de déclarer au peuple que si elle n'est pas adoptée, il ne reste à ses représentans courageux & fidèles qu'à fuir dans quelque retraite inconnue, en attendant que la ruine prochaine de la République les avertisse de cher-

cher un asyle plus sûr dans la tombe des Brutus & des Caton.

» Je me résume. Il est impossible que la constitution de l'an 3 , telle qu'elle est , n'entraîne point très-rapidement la ruine de la liberté , & notre état actuel la dissolution de la nation française elle-même. Il est donc indispensable de faire des changemens à cette constitution. Or ces changemens ne peuvent être faits & la réorganisation exécutée , qu'au moyen d'un gouvernement provisoire ; & celui que votre commission vous propose me paroît non-seulement le meilleur , mais encore le seul possible dans les circonstances où nous nous trouvons.

» J'appuie le projet. »

Chabaud obtient la parole & dit :

« REPRÉSENTANS DU PEUPLE ,

» La sagesse & l'énergie du Conseil des Anciens a sauvé , il faut le dire , la République de son anéantissement , le corps social d'une dissolution prochaine & inévitable : mais si l'immortelle journée du 18 brumaire n'avoit aucun résultat ; si , comme celles qui la précédèrent , elle ne faisoit que déplacer & replacer quelques individus ; si elle ne posoit enfin la liberté sur des bases inébranlables en organisant son exercice , cette divinité des ames libérales seroit perdue à jamais pour la France , pour notre patrie , qui retomberoit sous le joug honteux du despotisme sacerdotal & nobiliaire , après avoir mo-

momentanément paît sous celui d'une horrible & sanglante démagogie.

» La vérité reprend ses droits, l'espérance est dans tous les cœurs; il vous appartient, citoyens représentans, de la réaliser: vous allez être les bienfaiteurs de l'humanité; le monde vous observe; l'histoire & la postérité vous jugeront.

» Nul homme de bonne foi ne peut défendre l'intégrité de la constitution de l'an 3, depuis les violations ouvertes & peut-être nécessaires qu'elle a souffertes au 18 fructidor, au 22 floréal & depuis.

» L'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété n'existent que pour quelques individus, pour quelques classes de citoyens, au détriment de plusieurs autres.... Il est temps qu'un tel ordre de choses cesse, & que la République une & indivisible existe *de fait* pour tous ses membres, comme elle existe *de droit*.

» Les moyens d'arriver à ce but si désirable sont tous contenus dans le projet soumis à votre discussion. Pourquoi tous les citoyens français ne peuvent-ils faire entendre leur voix dans cet enceinte? Leurs vœux unanimes adopteroient avec transport cette mesure réparatrice des maux passés, & qui ouvre le champ aux espérances les plus libérales.

Je vote pour l'adoption du projet.

Le projet de résolution est ensuite mis aux voix, article par article, & adopté ainsi qu'il suit:

« Le Conseil des Cinq-Cents, considérant la situation de la République ,

« Déclare l'urgence, & prend la résolution suivante :

ARTICLE PREMIER.

« Il n'y a plus de Directoire; & ne sont plus membres de la Représentation nationale, pour les excès & les attentats auxquels ils se sont constamment portés, & notamment le plus grand nombre d'entre eux, dans la séance de ce matin, les individus ci-après nommés :

Joubert (de l'Hérault),	Frison,
Jouenne,	Deffaix,
Talot,	Bergasse-Laziroule,
Duplantier (de la Gironde),	Montpellier,
Aréna,	Constant (des Bouches-du-
Garau,	Rhône,
Quirot,	Briot,
Leclerc-Scheppers,	Destrem,
Brische (de l'Ourthe),	Carrère-la-Garrière,
Poullain-Grandprey,	Gorrand,
Bertrand (du Calvados),	Legor,
Goupilleau (de Montaigu),	Blin,
Daubermesnil,	Boulay-Paty,
Marquezy,	Souilhé,
Guesdon,	Demoor,
Grandmaison,	Bigonnet,
Groscaffand-Dorimond,	Mentor,

Boissier ,	Doche (Delisle) ,
Bailly (de la Haute-Ga- ronne) ,	Stevenotte ,
Bouvier ,	Jourdan (de la Haute- Vienne) ,
Brichet ,	Lefage-Senault ,
Honoré Declerck ,	Chalmel ,
Houfflet ,	André (du Bas-Rhin) ,
Gastaing (du Var) ,	Dimartinelli ,
Laurent (du Bas-Rhin) ,	Collombel (de la Meurthe) ,
Beyts ,	Philippe ,
Prudhon ,	Moreau (de l'Yonne) ,
Porte ,	Jourdain (d'Ille-&-Vilaine) ,
Truck ,	Letourneux ,
Delbrel ,	Citadella ,
Leyris ,	Bordas .

I I.

» Le Corps législatif crée provisoirement une Commission consulaire exécutive, composée des citoyens Sieyes, Roger-Ducos, ex-directeurs, & Bonaparte, général, qui porteront le nom de *Consuls de la République française*.

I I I.

» Cette commission est investie de la plénitude du pouvoir directorial, & spécialement chargée d'organiser l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure, & de procurer une paix honorable & solide.

I V.

» Elle est autorisée à envoyer des délégués , avec un pouvoir déterminé , & dans les limites du sien.

V.

» Le Corps législatif s'ajourne au premier ventôse prochain ; il se réunira de plein droit à cette époque , à Paris , dans ses palais.

V I.

» Pendant l'ajournement du Corps législatif , les membres ajournés conservent leur indemnité & leur garantie constitutionnelle.

V I I.

» Ils peuvent , sans perdre leur qualité de Représentans du peuple , être employés comme ministres , agens diplomatiques , délégués de la Commission consulaire exécutive , & dans toutes les autres fonctions civiles. Ils sont même invités , au nom du bien public , à les accepter.

V I I I.

» Avant sa séparation , & séance tenante , chaque Conseil nommera dans son sein une commission composée de vingt-cinq membres.

I X.

» Les commissions nommées par les deux Conseils

48 CONSEIL DES CINQ-CENTS,

statueront , avec la proposition formelle & nécessaire de la Commission consulaire exécutive , sur tous les objets urgens de police , de législation & de finances.

X.

» La commissions des Cinq-Cents exercera l'initiative ; la commission des Anciens, l'approbation.

X I.

» Les deux commissions sont encore chargées de préparer , dans le même ordre de travail & de concours , les changemens à apporter aux dispositions organiques de la Constitution , dont l'expérience a fait sentir les vices & les inconvéniens.

X I I.

» Ces changemens ne peuvent avoir pour but que de consolider , garantir & consacrer inviolablement la souveraineté du Peuple français , la République une & indivisible , le système représentatif , la division des pouvoirs , la liberté , l'égalité , la sûreté & la propriété.

X I I I.

» La Commission consulaire exécutive pourra leur présenter ses vues à cet égard.

XIV.

X I V.

» Enfin, les deux commissions sont chargées de préparer un code civil.

X V.

» Elles siégeront à Paris dans les palais du Corps législatif; & elles pourront le convoquer extraordinairement pour la ratification de la paix, ou dans un grand danger public.

X V I.

» La présente sera imprimée, envoyée par des courriers extraordinaires dans les départemens, & solennellement publiée & affichée dans toutes les communes de la République.

» Elle sera portée sur-le-champ au Conseil des Anciens par un messager d'état.»

Un membre soumet au Conseil un projet de proclamation au Peuple français. Le Conseil l'adopte en ces termes :

« Le Conseil des Cinq-Cents, considérant l'état où se trouve dans ce moment la République, décrète, avec urgence, qu'il sera fait une proclamation dont la teneur suit :

Proc.-verb. des Cinq-Cents. (Brumaire an VIII.) D

Adresse du Corps législatif au Peuple français.

Du 19 brumaire an 8.

» F R A N Ç A I S ,

» La République vient encore une fois d'échapper aux fureurs des factieux. Vos fidèles représentans ont brisé le poignard dans ces mains parricides : mais après avoir détourné les coups dont vous étiez immédiatement menacés, ils ont senti qu'il falloit enfin prévenir pour toujours ces éternelles agitations ; & ne prenant conseil que de leur devoir & de leur courage, ils osent dire qu'ils se sont montrés dignes de vous.

» Français, votre liberté, toute déchirée & toute sanglante encore des atteintes du gouvernement révolutionnaire, venoit de trouver un asyle dans les bras d'une constitution qui lui promettoit du moins quelque repos. Le besoin de ce repos étoit alors généralement senti ; il restoit dans toutes les ames une terreur profonde des crises dont vous sortiez à peine ; votre gloire militaire pouvoit effacer les plus gigantesques souvenirs de l'antiquité ; dans l'étonnement & l'admiration, les peuples de l'Europe tressailloient de votre gloire & bénissoient secrètement le but de tous vos exploits ; vos ennemis vous demandoient la paix : tout en un mot, sembloit se réunir pour vous assurer enfin la jouissance tranquille de la liberté & du bonheur ; le bonheur, & la

liberté qui peut seule le garantir solidement , sembloient enfin prêts à payer dignement tant de généreux efforts.

» Mais des hommes féditieux ont attaqué sans cesse avec audace les parties foibles de votre constitution : ils ont habilement saisi celles qui pouvoient prêter à des commotions nouvelles. Le régime constitutionnel n'a bientôt plus été qu'une suite de révolutions dans tous les sens , dont les différens partis se sont successivement emparés : ceux même qui vouloient le plus sincèrement le maintien de cette constitution , ont été forcés de la violer à chaque instant pour l'empêcher de périr. De cet état d'instabilité du gouvernement , est résultée l'instabilité plus grande encore de la législation ; & les droits les plus sacrés de l'homme social ont été livrés à tous les caprices des factions & des événemens.

» Il est temps de mettre un terme à ces orages : il est temps de donner des garanties solides à la liberté des citoyens , à la souveraineté du peuple , à l'indépendance des pouvoirs constitutionnels , à la République enfin , dont le nom n'a servi que trop souvent à consacrer la violation de tous les principes : il est temps que la grande nation ait un gouvernement digne d'elle , un gouvernement ferme & sage qui puisse vous donner une prompte & solide paix , & vous faire jouir d'un bonheur véritable.

» Français, telles sont les vues qui ont dicté les énergiques déterminations du Corps législatif.

» Afin d'arriver plus rapidement à la réorganisation

définitive & complète de toutes les parties de l'établissement public, un gouvernement provisoire est institué : il est revêtu d'une force suffisante pour faire respecter les lois ; pour protéger les citoyens paisibles , pour comprimer tous les conspirateurs & les malveillans.

Le royalisme ne relevera point la tête ; les traces hideuses du gouvernement révolutionnaire seront effacées : la République & la liberté cesseront d'être de vains noms ; une ère nouvelle commence.

» Français , ralliez - vous autour de vos magistrats. Il ne se ralentira point le zèle de ceux qui ont osé concevoir pour vous de si belles & de si grandes espérances. C'est maintenant de votre confiance , de votre union , de votre sagesse qu'en dépend tout le succès.

» Soldats de la liberté , vous fermerez l'oreille à toute insinuation perfide ; vous poursuivrez le cours de vos victoires ; vous achèverez la conquête de la paix , pour revenir bientôt au milieu de vos frères , jouir de tous les biens que vous leur aurez assurés , & recevoir de la reconnaissance publique les honneurs & les récompenses réservés à vos glorieux travaux.

» *Vive la République !*

» La présente proclamation sera imprimée & affichée dans toutes les communes , & envoyée aux armées. »

Le Conseil reçoit un message du Conseil des Anciens , contenant ,

1°. La loi du 17 brumaire , qui prohibe l'exportation des pierres à feu à l'étranger ;

2°. La loi du 19 brumaire, portant que le général Bonaparte, les généraux Lefevre, Murat, Gardanne, les autres officiers généraux & particuliers, &c., ont bien mérité de la patrie;

3°. La loi de ce jour, contenant des mesures de salut public, & l'ajournement du Corps législatif au premier ventose;

4°. L'acte de rejet de la résolution relative à un emprunt sur les contributions.

En exécution de la loi de ce jour, portant qu'avant la séparation, & séance tenante, chaque Conseil nommera dans son sein une commission composée de vingt-cinq membres, lesquels statueront, pendant l'ajournement du Corps législatif, avec la proposition formelle & nécessaire de la Commission consulaire exécutive, sur tous les objets urgens de police, de législation & de finances,

Le Conseil des Cinq Cents nomme pour composer la commission prise dans son sein, qu'il est chargé de former,

Les représentans du peuple,

Cabanis,	Daunou,
Boulay (de la Meurthe),	Gaudin (de la Loire),
Chazal,	Jacqueminot,
Lucien Bonaparte,	Bauvais,
Chénier,	Arnould (de la Seine),
Creuzé-Latouche,	Mathieu.
Béranger,	Thiessé,

Villetard ,	Devinck-Thierry ,
Girot-Pouzol ,	Frégeville ,
Gourlay ,	Thibaut ,
Casénave ,	Chabaud (du Gard) ,
Chollet (de la Gironde) ,	Bara (des Ardennes) ,
Ludot ,	

Un membre demande l'impression , tant des différens rapports & discours qui ont été prononcés dans cette séance , que de la motion d'ordre faite , dans la séance de ce matin , par le représentant du peuple Gaudin , & leur distribution au nombre de douze exemplaires pour chacun des membres du Corps législatif.

Un autre membre demande , 1°. que le procès-verbal de cette séance soit également imprimé & distribué au même nombre d'exemplaires ; 2°. que la Commission intermédiaire soit chargée d'en surveiller la rédaction , & qu'il soit envoyé aux départemens & aux armées.

Le Conseil adopte ces propositions.

Un membre demande que les citoyens Sieyes , Bonaparte & Roger-Ducos , Consuls de la République française , soient invités à paroître dans le sein du Conseil , pour prêter le serment de fidélité inviolable à la souveraineté du peuple , à la République française , une & indivisible , à l'égalité , à la liberté & au système représentatif.

Le Conseil adopte cette proposition.

En conséquence , les citoyens Sieyes , Bonaparte & Roger-Ducos sont introduits dans la salle , aux cris répétés de *vive la République !*

Le président prononce le discours suivant :

« REPRÉSENTANS DU PEUPLE ,

» La liberté française est née dans le jeu de paume de Versailles : depuis l'immortelle séance du jeu de paume , elle s'est traînée jusqu'à vous , en proie tour à tour à l'inconséquence , à la foiblesse & aux maladies convulsives de l'enfance.

» Elle vient aujourd'hui de prendre la robe virile : elles sont finies dès aujourd'hui toutes les convulsions de la liberté A peine venez-vous de l'asseoir sur la confiance & l'amour des Français , & déjà le sourire de la paix & de l'abondance brille sur ses lèvres.

» Représentans du peuple , entendez les bénédictions de ce peuple & de ces armées long-temps le jouet des factions intestines , & que leurs cris pénètrent jusqu'au fond de vos ames. Entendez aussi le cri sublime de la postérité : « Si la liberté naquit dans le jeu de paume » de Versailles , elle fut consolidée dans l'orangerie de » Saint-Cloud ; les constituans de 89 furent les pères de » la révolution , mais les législateurs de l'an 8 furent » les pères & les pacificateurs de la patrie. »

» Ce cri sublime retentit déjà dans l'Europe ; chaque jour il s'accroîtra , & dans sa force universelle il embrassera bientôt les cent bouches de la renommée.

» Vous venez de créer une magistrature extraordinaire & momentanée dont les effets doivent ramener l'ordre & la victoire , seul moyen d'arriver à la paix.

» Auprès de cette magistrature vous avez placé deux Commissions pour la seconder , & s'occuper de l'amélioration du système social que tous les vœux réclament.

» Dans trois mois vos consuls & vos commissaires vous rendront compte de leurs opérations : ils vont travailler pour le bonheur de leurs contemporains & pour la postérité : ils sont investis de tous les pouvoirs nécessaires pour faire le bien. Plus d'actes oppressifs , plus de titres ni de listes de proscription , plus d'immoralité ni de bascule . . . Liberté , sûreté pour tous les citoyens : garantie pour les gouvernemens étrangers qui voudront faire la paix ; & quant à ceux qui voudroient continuer la guerre , s'ils ont été impuissans contre la France déorganisée , livrée à l'épuisement & au pillage , que fera-ce aujourd'hui ? . . .

» Qu'il est beau le mandat que vous avez donné aux consuls de la République ! . . . Dans peu le Peuple français & vous , jugerez s'ils ont su le remplir . . .

» Je déclare , au nom du Corps législatif , que le

Conseil des Cinq-Cents est ajourné au premier ventose dans son palais.

» A cette déclaration solennelle la présente session se termine. — Puisse la prochaine s'ouvrir avant trois mois, au milieu d'un peuple heureux, tranquille & pacifié !

» *Vive la République !* »

En s'adressant aux trois consuls qui arrivent dans la salle au milieu d'un nombreux cortège, & qui s'arrêtent devant le bureau, le président continue debout & découvert :

« Citoyens Consuls,

» Le plus grand peuple de la terre vous confie ses destinées : dans trois mois l'opinion vous attend Le bonheur de trente millions d'hommes, la tranquillité intérieure, les besoins des armées, la paix, tel est le mandat qui vous est donné : il faut sans doute du courage & du dévouement pour se charger d'aussi importantes fonctions ; mais la confiance du peuple & des guerriers vous environne, & le Corps législatif fait que vos ames sont toutes entières à la patrie.

» Citoyens Consuls, nous venons, avant de nous ajourner, de prêter le serment que vous allez répéter au milieu de nous, le serment sacré de « fidélité inviolable » à la souveraineté du peuple, à la République française

58 CONSEIL DES CINQ-CENTS , 19 Brum. , an 8.

» une & indivisible, à l'égalité, à la liberté & au système
» représentatif. »

» *A ces mots, les citoyens Sieyes, Bonaparte & Roger-Ducos répètent le serment, & la séance se lève au milieu des cris mille fois répétés de vive la République !* »

Signé, L. BONAPARTE, président; Emile GAUDIN,
BARA (des Ardennes), secrétaires.



